L'éléphant et la glacière

Trajectoires et sociabilités de forestiers européens au Gabon

*The Elephant and the Cooler. European Foresters' Trajectories and Sociabilities
in Gabon*

Étienne Bourel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/18923>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.18923

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2016

Pagination : 101-126

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Étienne Bourel, « L'éléphant et la glacière », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 221-222 | 2016, mis en ligne le 01 avril 2018, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/18923> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.18923>

L'éléphant et la glacière

Trajectoires et sociabilités de forestiers européens au Gabon

« Ces Européens, il est aisé de s'en rendre compte, lorsqu'ils vivent "à la colonie" se comportent comme les poissons des grandes profondeurs. Quand vous les ramenez à l'atmosphère terrestre, ils perdent leur forme naturelle » (Diop 1952 : 15).

Cet article aborde certains atours des relations sociales dans la dystopie tropicale que constitue le Gabon contemporain¹ en s'intéressant aux trajectoires biographiques et aux formes de sociabilité² de forestiers européens³. Il est basé sur des enquêtes ethnographiques menées dans le cadre d'un

1. « L'idée de dystopie désigne un modèle qui inclut *en lui-même* un principe de contradiction et de dysfonctionnement travaillant l'ensemble du système social et de ses régimes de pouvoir. [...] Géographie socialisée et politisée, faite de l'imbrication de relations familiales, économiques, militaires, stratégiques et historiques au sens de Marc Augé, le paradigme dystopique décrit le Gabon avant tout comme un *espace*, où les contrastes invalidants entre la forêt, la côte, "l'intérieur" du pays, la ville, le village, les camps, les ressources (minerais, bois, pétrole), les transports et les communications jouent un rôle *surdéterminant* dans la manière dont les gens imaginent le pays » (BERNAULT & TONDA 2009 : 8-9, italiques originales).
2. Se référant aux travaux de M. FORSÉ (1991), C. A. RIVIÈRE (2004 : 229) retient comme définition de la sociabilité, l'« ensemble des relations d'un individu compte tenu de la forme que prennent ces relations ».
3. Si ces expatriés prennent part au phénomène migratoire international, ils constituent une catégorie particulière de migrants, notamment parce que leur mobilité d'un pays à l'autre est volontaire et qu'ils appartiennent à l'élite économique (MAZZELLA 2014). À ce titre, leurs pratiques sont orientées vers la défense de leurs intérêts particuliers (économiques, financiers et politiques) ; ils entretiennent un rapport distancié à la légalité mais sont rarement réprimés (LASCOUMES & NAGELS 2014 : 20). Les personnes étudiées dans cet article étaient amenées à faire des voyages transcontinentaux plusieurs fois par an et étaient membres d'une multinationale. Toutefois, elles se trouvaient à la marge de cette « classe capitaliste transnationale » qui constitue le *core* de la globalisation capitaliste selon L. SKLAIR (2013).

doctorat d'anthropologie⁴. Il s'agira ici d'analyser la place et les activités de cadres supérieurs d'une entreprise d'exploitation forestière afin d'envisager tant la manière dont ils se pensaient eux-mêmes dans cet environnement social que le rôle particulièrement influent qu'ils tenaient dans l'élaboration quotidienne d'un mode de vie⁵ « forestier ». Le propos sera étayé par l'apport d'une autre partie de ma recherche de terrain, réalisée à Libreville avec des expatriés prenant part à la gouvernance forestière. Dans le prolongement de travaux anthropologiques récents mettant l'accent sur la pertinence de s'intéresser (aussi) aux « développeurs » dans l'analyse des projets de développement (Lavigne Delville 2011) et de recherches insistant sur la forte influence des Européens dans l'histoire moderne et la situation actuelle de la forêt gabonaise (Kialo 2007 ; Moutangou 2013 ; Messi Me Nang 2014), cet article vise à montrer comment ces forestiers contribuent à produire les mondes sociaux qu'ils traversent et où ils vivent. Il permet ainsi de prolonger l'interrogation de Jean Copans (2001) sur le modèle sociologique et historique que pourrait constituer la notion de « situation coloniale » de Georges Balandier (1951)⁶.

Ayant pris son essor il y a environ un siècle, l'exploitation industrielle de la forêt gabonaise est intimement liée à la présence d'expatriés, français pour la plupart. Jusque dans les années 1970, les forestiers européens étaient particulièrement puissants au Gabon puisque leurs activités généraient la majeure partie du PIB (Mouanga 2008). La mise en exploitation de gisements de minerais et d'hydrocarbures (pétrole) a progressivement amenuisé leur influence. Toutefois, les grandes entreprises forestières européennes conservent une place de choix dans le paysage productif national, le secteur forestier étant toujours le deuxième pourvoyeur d'emploi après la fonction publique. Certaines compagnies françaises, qui ont parfois débuté leurs activités avant la fin des travaux forcés en 1946, sont encore perçues comme les fleurons du secteur. Les nouveaux modes de gestion, liés à la prise en compte du développement durable, ont considérablement amélioré leur image, aussi bien sur les marchés d'échange internationaux que sur celui local du travail.

4. Sous la direction d'Olivier Leservoisier. Deux enquêtes de sept mois ont été réalisées entre 2011 et 2013. Elles ont été précédées de deux enquêtes de cinq et deux mois sur la même thématique, effectuées durant le *master*. La méthodologie suivie se rapproche de celle d'une « enquête intensive » (OLIVIER DE SARDAN 1995) : observations directes et participantes, entretiens (enregistrés ou non), collectes de documents écrits, procédés de recension au niveau local, photographies et courtes séquences filmées.
5. Selon BLALOCK et SILVA (2008 : 446) : « Economists, psychologists, and demographers explain lifestyles as sets of shared preferences. »
6. L'ouvrage collectif dirigé par M.-C. SMOUTS (2007), *La situation postcoloniale*, pose la question de l'articulation entre « situation coloniale » et « situation postcoloniale ». Pour G. BALANDIER (2007 : 24), « le postcolonial désigne une *situation* qui est celle, de fait, de tous les contemporains. Nous sommes tous, en des formes différentes, en situation postcoloniale ». M.-C. SMOUTS (2007 : 27) note que « l'analyse des continuités entre “situation coloniale” et “situation postcoloniale” a été confondue avec l'affirmation d'une analogie entre les deux situations ».

Par ailleurs, depuis une vingtaine d'années, l'arrivée d'acteurs asiatiques puissants complexifie les rapports de force (Lauseig 1999). Dans un pays régulièrement cité comme symbole du néocolonialisme, ces nouveaux investisseurs contribuent à réorganiser l'économie politique gabonaise selon une plus grande diversité de pôles d'influence (Billard 2012).

L'enquête de terrain s'est déroulée dans une entreprise d'exploitation forestière installée à Makokou (dans le nord-est du Gabon), filière d'une multinationale indienne de l'agroalimentaire⁷. Basée à Singapour, ses activités ont commencé au Gabon en 1999 dans l'importation de riz et de lait en poudre, ainsi que dans le transport et le négoce du bois. Au tournant des années 2010, et profitant largement de l'arrivée d'Ali Bongo au pouvoir, cette firme s'est fortement déployée, dans la production d'hévéa, d'huile de palme, de bois et de fertilisants. Elle s'est également vue attribuer la gestion de la Zone économique spéciale créée par le nouveau président à quelques kilomètres de la capitale. Cette zone visant notamment le développement des industries du bois, des lots forestiers y ont été associés pour assurer l'approvisionnement des entreprises qui s'y implanteraient. Par recoupement, il est ainsi possible d'estimer que la multinationale a pris, en quelques années, un contrôle (sous différents régimes juridiques) sur 10 % du territoire national. La filière bois était complètement inscrite dans cette stratégie d'acquisition de terres à grande échelle (Karsenty 2010 ; Hall 2011 ; Hall *et al.* 2015). En 2013, environ 10 % de l'ensemble des lots forestiers du pays relevaient de sa gestion⁸ et les dirigeants souhaitaient continuer à obtenir davantage de concessions⁹.

Suivant des décisions prises au siège de la multinationale (sous influence d'un actionnariat majoritairement américain et européen), l'entreprise visait l'obtention de labels écocertificateurs. Une question d'échelles est ici doublement à prendre en compte étant donné les liens entre la multinationale dont elle faisait partie et la présidence de la république gabonaise : de tels certificats répondaient tant aux attentes d'une entreprise soucieuse d'accéder aux marchés demandeurs de labels « verts » (tel que le marché européen) qu'aux visées de développement industriel et aux considérations écologiques promues par Ali Bongo depuis son accession à la magistrature suprême. Le label écocertificateur que l'entreprise a obtenu début 2013¹⁰ portait sur les

7. Se présentant comme le *leader* mondial en matière de chaîne d'approvisionnement, avec pour spécialités l'huile de palme et les oléagineux secs.

8. Le Gabon est un pays de 267 000 km² dont 134 500 km² sont considérés comme forêts productives (WORLD RESOURCES INSTITUTE 2009). Par ailleurs, la multinationale a racheté, en 2011, la plus grande concession forestière certifiée FSC (l'écocertificat le plus renommé de la foresterie mondiale) d'Afrique centrale : 1 300 000 hectares en République du Congo.

9. Toutefois, les difficultés techniques et financières se sont accumulées et la filière a été liquidée début 2014. En tant que telle, l'entreprise où a été menée cette enquête n'existe donc plus.

10. Le label OLB (Origine et légalité des bois). Il est délivré suite à un audit réalisé par un organisme indépendant (ici, le Bureau Vértas), <<http://www.groupepsefac.com/fra/?p=757>>.

questions de légalité et de traçabilité. En d'autres termes, il s'agissait principalement d'un support permettant de mettre ses activités en conformité avec les textes existants et de garantir un suivi de sa production. De plus, il faut comprendre de tels labels comme des moyens d'améliorer considérablement la qualité de la gestion des entreprises en les organisant selon des référentiels externes et non idiosyncrasiques. Ainsi, les questions qui comptaient relevaient de calculs stratégiques d'ampleur nationale et internationale.

Dans une ville comme Makokou, l'arrivée de l'entreprise d'exploitation forestière fut d'une importance considérable. Encore très peu industrialisée une vingtaine d'années auparavant, elle est venue s'y installer en acquérant de vastes surfaces et en construisant une importante scierie. En 2011, cinq cents personnes y étaient employées. Très portée sur le *branding*, l'entreprise distribuait régulièrement des vêtements et accessoires (casquettes, *t-shirts*, polos) imprimés avec son logo. De plus, les véhicules de l'entreprise circulaient dans la ville et il pouvait arriver que l'on retrouve des publicités pour les activités de la multinationale sur les panneaux de quatre mètres par trois mètres. Autant dire que l'entreprise a été omniprésente pendant plusieurs années. Son importance symbolique était, de plus, accrue par l'implication du président de la République dans les activités de la multinationale au Gabon. Elle passait ainsi, pour de nombreuses personnes, non pas pour une entreprise nationale mais pour une entreprise bénéficiant d'un régime spécial, dans un pays au pouvoir politique autoritaire.

Les différentes personnes dont il sera principalement question dans cet article sont françaises. Au sein de l'entreprise (société anonyme de droit gabonais), elles occupaient des postes de direction variés et changeants (directions exécutives, direction générale, direction des aménagements et de la certification forestière). Toutefois, elles n'étaient pas en situation plénipotentiaire : un *staff* de dirigeants indiens supervisait l'ensemble des activités de la multinationale dans le pays et les embauchait donc en tant que cadres supérieurs¹¹. De plus, en 2011, la direction de l'entreprise revenait à une personne indienne et l'un des deux directeurs exécutifs était de nationalité libano-ghanéenne. Si des Français ont été recrutés, cela est dû (selon leurs supérieurs indiens) à leur maîtrise de la langue véhiculaire au Gabon (le français) et à leur « expérience » et « savoir-faire » en Afrique, tant sur les aspects les plus techniques de production que dans le rapport à la main-d'œuvre. De fait, ce furent bien eux qui occupaient les positions hiérarchiques les plus élevées tout en connaissant effectivement « le terrain ». S'il y avait peu d'autres Européens dans l'entreprise, celle-ci était en revanche composée de personnes provenant de plus de quinze pays au total¹². Par ailleurs, la vente du bois produit était principalement destinée aux marchés européens (France,

11. Pouvant choisir la monnaie avec laquelle leur salaire leur était versé, ils préféraient l'euro.

12. Pour mention : Gabon, Cameroun, République du Congo, Guinée équatoriale, République centrafricaine, Ghana, Côte d'Ivoire, Sénégal, Afrique du Sud, Liban, Pakistan, Inde, Chine, France.

Espagne, Italie, Angleterre) et asiatiques (notamment la Chine), et pouvait passer par l'intercession de résidents suisses.

Trois temps articuleront le propos. Un accent sera d'abord mis sur les trajectoires biographiques : inscrite ou non dans une lignée familiale, la présence sur le continent africain de ces personnes est souvent longue, sinueuse, floue et témoignant d'un rapport troublé avec leur pays d'origine. Seront ensuite abordés les jeux politiques locaux dans lesquels s'inscrivent les forestiers : le bon déroulement de leurs activités suppose qu'ils fréquentent les élites régionales et qu'ils établissent leur respectabilité par la fréquentation de certains lieux, tout en faisant montre de leurs privilèges. Ils contribuent ainsi directement à la visibilité et à l'inscription dans l'espace des inégalités économiques (Ferguson 2005). Enfin, il sera possible de rentrer plus précisément dans la compréhension des rôles qu'ils jouent en présentant les attitudes qui les caractérisent, la corporéité qu'ils valorisent (« la politique du ventre » [Bayart 2006]) et les imaginaires auxquels ils contribuent (Tonda 2005). Nous faisons l'hypothèse que ces forestiers ont une position centrale, ou en tout cas référentielle, parce que leurs subalternes s'inspirent de leurs trajectoires, positions sociales¹³ et pratiques par un processus que nous appellerons « mimétisme postcolonial ».

Christoph Wulf (2007 : 27) envisage la mimésis comme « reprise créative » (donc plus qu'une simple imitation), elle « joue un rôle central dans la constitution du sujet ». L'imagination y est prépondérante et elle s'articule avec l'idée de performativité dans l'analyse des pratiques. Ici l'expression « mimétisme postcolonial »¹⁴ marque l'articulation entre une « situation coloniale » (entendue comme un contexte [Zack 2008]) et une microsociologie postcoloniale (correspondant à l'agir des acteurs en présence). Les relations sociales impliquant des formes de mimétisme sont complexes et aucunement binaires. Par la formule « *almost the same but not quite* », Homi Bhabha (1984) indique l'ambiguïté relative au désir de mimétisme pendant la période coloniale, mimétisme à envisager comme une « métonymie de la présence ». Il note également que les sociétés des colonisateurs étaient elles-mêmes mimétismes de sociétés européennes. En parlant de « procès d'ensauvagement », Achille Mbembe (2005 : 269) met, pour sa part, l'accent sur la façon dont les personnes disposant du pouvoir en postcolonie sont influencées par celles sur lesquelles elles l'impriment. Enfin, si, par mimétisme, s'opère un jeu de réinvention de soi, s'y joue, dans le même mouvement, une réinvention des personnes mimées par les personnes mimantes (Obadia 2010). Julien

13. La position sociale est définie autant dans le cadre de la « *role theory* », où elle permet d'envisager le comportement d'un acteur et les comportements des autres que lui-même est en mesure d'attendre (HINDIN 2007), qu'à travers le concept de « stratification » (KAYA & BRADY 2008), où elle résulte d'une assignation *via* la hiérarchie sociale et indique une certaine allocation des ressources.

14. J. DU BOIS DE GAUDUSSON (2009) a également utilisé l'expression de « mimétisme postcolonial », pour d'autres enjeux et partant d'une approche triviale de l'idée de mimétisme où les acteurs mimant seraient uniquement passifs.

Bonhomme (2010 : 95) a ainsi qualifié de « parodie sérieuse du pouvoir » la « danse de Gaulle », où le personnage du général apparaît en contexte rituel au Gabon. Par cet oxymore, il indique le caractère ambivalent et fluctuant du rapport à l'autorité. Cette figure de style et ses implications sont aussi à l'œuvre pour désigner, par le terme de « sorciers blancs », certains entraîneurs de football en Afrique (Cosquer 2015).

Dans ce « mimétisme postcolonial » en entreprise d'exploitation forestière, le degré de caricature croît avec l'éloignement hiérarchique, et c'est une recherche de reproduction similaire des comportements que visent les personnes fréquentant ces Européens au plus près. Présents désormais sur l'ensemble du territoire gabonais, les forestiers expatriés apparaissent comme des piliers dans l'édification des sociabilités. De souvenirs de chasses à l'éléphant narrés en fin de soirée au rôle symbolique des glaciers lors des déplacements en brousse, ce n'est pas simplement d'un mode de vie dont il sera question, mais, pragmatiquement, d'une composante fertile de l'espace public gabonais.

Trajectoires biographiques

Historiquement, l'exploitation forestière en Afrique centrale s'entend dans un rapport de force avec l'environnement naturel : ce dernier fait l'objet d'une pénétration, acte jouant celui de colonisation¹⁵. Le métier se divise en une succession d'étapes qui, sur un territoire donné, visent à prendre connaissance de la ressource disponible, mettre en place les moyens nécessaires pour l'extraire puis l'acheminer vers une scierie où elle sera transformée. Jusque récemment, ces différentes phases étaient en fait très peu élaborées. La qualité principale d'un forestier confirmé était ses compétences mécaniques et sa capacité à réparer les machines et engins du chantier sans les moyens techniques dont disposent les garages et ateliers urbains. Rarement d'humeur bavarder (car habitués à travailler entre hommes et dans des contextes d'isolement relatif), les forestiers donnent peu de visibilité à leurs pratiques, habitudes et points de vue. Présenter les trajectoires de trois de ces personnes permettra d'établir un premier cadre de compréhension des enjeux sociaux dont ils sont porteurs.

Jean-Paul

Si le choix d'une vie expatriée ne saurait que difficilement être tenu pour anecdotique, il prend facilement un caractère tranché pour les forestiers rencontrés. Le plus souvent inscrit dans la (très) longue durée, la fermeté de ce choix se trouve renforcée par son inscription dans le continent africain.

15. F. FANON (2002 : 284) considérait ainsi que « la résistance des forêts et des marécages à la pénétration étrangère est l'alliée naturelle du colonisé ».

C'est ainsi que Jean-Paul a commencé notre entretien¹⁶ par comparer l'Afrique à une femme dont on tombe amoureux à vie ou que l'on rejette à la première impression.

Âgé de 57 ans, il terminait alors une carrière forestière engagée plus de trente ans auparavant, à l'invitation de son beau-frère, quelque temps après qu'il ait obtenu son baccalauréat. D'abord boussolier¹⁷, il gravit progressivement tous les échelons jusqu'à devenir directeur exécutif. Il a passé ses premières années au Zaïre, avec de vieux forestiers belges qu'il évoquait de façon plaisante, se souvenant qu'il leur fallait manger une papaye par jour pour que leurs foies supportent tout l'alcool qu'ils ingéraient. Les chantiers forestiers étaient, à cette époque, des lieux très reculés, parfois uniquement accessibles en plusieurs journées de pirogue. C'est ainsi qu'il a appris à parler le lingala, compétence dont il usait toujours dans sa vie professionnelle quand il le pouvait et qui lui donnait de la crédibilité aux yeux des travailleurs. Avec une certaine nostalgie, il se souvenait de ces anciennes années d'« aventure », quand les chiffres du chantier étaient transmis chaque matin, par ondes radios, entre 5 h 30 et 6 h 30 aux bureaux de l'entreprise¹⁸, quand les commandes de nourriture se faisaient plusieurs semaines à l'avance, qu'il fallait du pétrole brut pour alimenter ventilateurs et frigidaires et où il était tenu comme normal, pour un Européen, de se voir offrir une femme lorsqu'il séjournait une nuit de passage dans un village.

S'étant presque exclusivement déroulée en Afrique centrale, sa carrière professionnelle fut empreinte d'une grande mobilité. Partageant en cela une caractéristique que l'on retrouve dans l'ensemble de la hiérarchie des professions forestières, il revendiquait un opportunisme, étant prêt à changer d'entreprise pour peu que lui furent garanties de meilleures conditions (rémunération et avantages). Si l'intégration dans les entreprises forestières

16. Réalisé les 8 (à son bureau à la scierie) et 9 août (à son domicile de Makokou) 2011. Il a été enregistré et est d'une durée totale de 2 heures 53 minutes et 26 secondes.

17. Le poste de boussolier est un travail ouvrier, mais qui revêt une importance stratégique. Ce sont, en effet, ces travailleurs qui sont en charge de la prospection, dans une concession forestière. En d'autres termes, ils fouillent les parcelles pour recenser les arbres exploitables. Ceci suppose une bonne connaissance de l'écosystème (pour savoir reconnaître les essences), des compétences géographiques (pour se situer et situer les tiges) et une confiance morale (car la stratégie d'exploitation dépend des rapports qu'ils établissent). Pour ces différentes raisons, les Européens exploitant du bois en Afrique ont longtemps pris en charge eux-mêmes cette partie du travail, qui constituait également une formation pratique en début de carrière. Ceci est moins le cas de nos jours car les tâches se sont multipliées et complexifiées : il est désormais rare qu'une seule personne ou une seule équipe soit en charge de l'ensemble du processus de prospection. Cette phase de production d'information n'en reste pas moins cruciale dans la réussite d'une entreprise d'exploitation forestière.

18. Situés le plus souvent dans la ville portuaire où les grumes de bois étaient chargées sur des cargos pour exportation. Jusque très récemment, la grande majorité de la production forestière d'Afrique centrale était exportée sans que le bois ne soit passé en scierie, donc sous la forme de grumes non transformées.

se fait souvent grâce à un réseau de connaissances et par cooptation (il avait intégré l'entreprise où je le rencontre grâce à un autre directeur français, Bernard, qui s'y trouvait déjà, voir *infra*), il est passé aussi par des phases sans emploi où il préférerait tout de même continuer à séjourner sur place. Toutefois, il lui arriva de revenir en France pour de longs séjours à deux reprises : pendant un an pour travailler dans une association et pendant trois ans pour obtenir une licence professionnelle de gestion forestière à Nantes. Il admettait volontiers ne pas avoir alors trouvé ses marques en métropole. Marié trois fois, et divorcé tout autant, c'est avec une femme de nationalité congolaise qu'il a construit son histoire la plus solide puisqu'ils ont eu une fille ensemble. Elles vivaient alors à Paris et le tenaient, lui, pour « l'Africain » de la famille.

C'est, d'ailleurs, principalement pour sa fille que notre Robinson¹⁹ revenait en France lorsqu'il avait des congés. Il est en effet conventionnel, pour les expatriés français, de négocier à leur embauche le rythme auquel ils ont des vacances, leur société leur payant alors l'ensemble des frais de déplacement. Ceci est l'une des raisons pour lesquelles l'embauche d'Européens expatriés coûte fort cher aux entreprises installées en Afrique et que, dans un marché du travail globalisé, ils sont désormais concurrencés par des cadres asiatiques, réputés accepter des rémunérations moins complexes et moins élevées. Jean-Paul m'a expliqué avoir connu différentes modalités : six mois de travail et deux mois de congés (ce qu'il trouvait trop long), trois semaines de travail et une semaine de congés (ce qu'il trouvait trop court), environ trois mois de travail et dix-huit jours de congés, comme alors (ce qui lui convenait). Ces temps de repos sont prévus pour contrebalancer un mode de vie largement (voir exclusivement) orienté vers le travail quand ils sont sur site. Dans les faits, ces rythmes variaient selon l'intensité de l'activité dans l'entreprise, si bien que les congés pouvaient facilement diminuer. Il n'en demeure pas moins que Jean-Paul n'appréciait pas particulièrement ses périodes de vacances (qu'il occupait souvent à faire des randonnées en moto), considérant que sa vie se trouvait en Afrique.

Bernard

Sensiblement du même âge et également expatrié dans différents pays africains tout au long de sa vie professionnelle, Bernard connaissait Jean-Paul depuis plus de vingt ans. Ils se sont suivis à différents moments de leurs carrières et c'est lui qui a permis à Jean-Paul de rentrer dans l'entreprise où je les ai rencontrés. Lorsque nous nous sommes entretenus²⁰, il était directeur en charge des aménagements et de la certification forestière. Il résidait

19. En référence, ici, au narrateur du film de J. ROUCH (1958), *Moi un Noir*.

20. Le 30 mai 2011 à son bureau de Libreville. Il a été enregistré et est d'une durée de 2 heures 09 minutes et 19 secondes.

et travaillait à Libreville avec sa femme. Moins disert que Jean-Paul sur sa vie privée, il m'indiquait que sa femme ne travaillait pas et qu'il avait un fils qui commençait des études dans la même université que moi, à Lyon. Ayant engagé sa carrière professionnelle après un BTS, il avait désormais un niveau de formation *master* et aura ainsi passé ces années à précéder Jean-Paul dans les avancements en grade.

S'ils ont parcouru de nombreuses régions de l'Afrique centrale ensemble, il affichait moins explicitement ce goût pour la vie de camp ou villageoise que l'on retrouvait chez son collègue. Il n'employait d'ailleurs pas les mêmes métaphores pour parler de la région du monde où il vivait puisque, au départ, c'est un peu par hasard, parce qu'une occasion s'est présentée, qu'il a accepté un premier poste en Côte-d'Ivoire²¹. Les années ont ensuite passé et, d'opportunités en opportunités, il s'est construit son mode de vie. De prime abord, il ne tenait pas un discours « enchanté » sur la vie sociale dans les pays africains qu'il a connus, mais c'était à propos de la forêt qu'il exprimait une relation intense, sous la forme d'un « besoin » : besoin de s'y retrouver, d'y éprouver une atmosphère et des sensations (Arnould 2014). Cela faisait partie des raisons pour lesquelles il respectait les « traditions » locales (où l'environnement forestier joue un rôle significatif [Perrois 1997]). Toutefois, lui-même n'a pas été initié²² au motif que, à la différence de Jean-Paul, il ne se sentait pas chez lui au Gabon. À l'aise, oui, mais pas chez lui.

Jean-Paul et Bernard partageaient plusieurs opinions et traits communs. Ayant commencé à travailler à la fin des années 1970, ils ont pleinement vécu la grande époque des forestiers, celle où le secteur était extrêmement lucratif car les bois tropicaux valaient plus cher et moins d'énergie était nécessaire pour les évacuer des chantiers²³. Jusqu'au début de l'année 2010 où la pratique fut interdite²⁴, la très grande majorité de la production forestière gabonaise était exportée sans être transformée en scierie, ce qui permettait des apports de liquidités faciles pour les entreprises d'exploitation. Leurs trajectoires professionnelles ont ensuite pris leur propre inertie puisque, s'ils étaient certes en fin de carrière, ils admettaient n'avoir jamais sérieusement pensé à se reconverter, ne sachant faire que ce qu'ils faisaient déjà.

21. Dans l'entreprise forestière du père de Bernard-Henri Lévy, qui n'existe plus mais d'où il a tiré sa fortune.

22. Il ne m'est jamais arrivé de rencontrer un expatrié initié à une pratique religieuse ou magico-thérapeutique gabonaise, bien que les plus anciens (surtout ceux nés sur le continent africain ou ayant eu des parents à y avoir séjourné) puissent considérer ces pratiques locales avec un véritable sérieux.

23. Au Gabon, l'exploitation industrielle de la forêt a commencé et s'est longtemps prolongée le long de la côte atlantique et des principaux cours d'eau. Les deux principales essences exploitées (l'okoumé et l'ozigo) étant des bois flottants, les grumes étaient déplacées sous forme de radeaux. Aujourd'hui, la plupart des entreprises utilisent, au moins partiellement, la route et/ou le train.

24. Une des premières grandes décisions prises par Ali Bongo en tant que président de la République.

Par ailleurs, ressortait des entretiens menés avec eux une volonté de se départir de l'image dont ils s'estimaient être porteurs : celle d'« affreux personnages » évenrant la forêt et luttant corps et âmes contre les écologistes impliqués dans de grandes ONG environnementales. Ils dénonçaient ainsi la malhonnêteté des campagnes menées pour le *boycott* des bois tropicaux, à la fin des années 1980, tout en reconnaissant qu'elles ont contribué à impulser des changements dans le monde de la foresterie (Tsayem Demaze & Fotsing 2004)²⁵. S'ils admettaient volontiers que l'exploitation de l'environnement s'y est longtemps déroulée sans plus d'organisation que cela, ils veillaient à mettre en avant l'ancienneté de leurs considérations écologiques et la satisfaction qu'ils avaient à les faire davantage valoir, puisque certaines entreprises suivaient les normes relatives au développement durable. De plus, ils connaissaient les membres des ONG (surtout à un niveau local comme Makokou) et savaient quelles étaient celles qui étaient actives et sur quels plans. Ils ont aussi eu des occasions d'héberger des scientifiques menant des recherches de terrain (en biologie et éco-anthropologie) dans leurs bases-vie, à des époques où les moyens de communication et les possibilités de déplacement n'étaient pas les mêmes qu'aujourd'hui. Cela faisait partie des usages en matière d'hospitalité entre Européens à la fin du ^{xx}e siècle. Ils portaient un certain intérêt à ces recherches et étaient, ponctuellement, en mesure de mentionner une thèse soutenue récemment sur les questions de conservation ou le nom d'un chercheur spécialiste des populations pygmées.

Romuald

Romuald n'est pas né en Côte-d'Ivoire mais y est arrivé seulement âgé de trois mois. Son père travaillait dans des scieries. Jusqu'à son adolescence, il vécut dans ce pays ou au Cameroun avant de rentrer en France finir son lycée. Refusant de passer son bac, il s'est orienté vers un CAP/BEP de charpentier avant de suivre la filière. Il a obtenu ainsi un BTS et intégré une école de commerce à Strasbourg avant de partir faire l'armée. Son premier emploi s'est trouvé en Guinée équatoriale et, âgé de quarante ans quand nous nous sommes rencontrés²⁶, il n'a jamais travaillé en France mais toujours dans le secteur bois (dans cinq pays au total²⁷ et en occupant des postes variés²⁸). Il était alors directeur exécutif de l'entreprise, nommé quelques mois plus tôt en remplacement de l'équipe de direction (qui était composée notamment

25. De telles campagnes sont lancées à échéances régulières. GREENPEACE (2015) a ainsi publié un nouveau rapport sur la production illégale de bois en RDC au printemps 2015. Il est pourtant possible de montrer leur inefficacité (DELACOTTE 2009).

26. Entretien réalisé le 29 janvier 2013 à son bureau à la scierie. Il n'a pas été enregistré mais pris en notes et a duré environ 1 heure 45 minutes.

27. Guinée équatoriale, Gabon, Côte-d'Ivoire, Cameroun et Angola.

28. Chef de chantier, chef d'exploitation, directeur de scierie, directeur de déroulage, directeur de tranchage, chef de site, directeur d'exploitation.

de Bernard et Jean-Paul²⁹). Ayant toujours visé à augmenter ses attributions, il est allé chercher le travail là où il se trouvait et n'est jamais resté plus de deux ans à un même poste. Travailler dans la foresterie lui a donné cette autonomie et a facilité une telle mobilité. Il estimait qu'il n'aurait jamais pu suivre une pareille trajectoire en métropole, qu'il aurait rencontré beaucoup plus de difficultés pour être valorisé et se voir confier des responsabilités (il dirigeait une centaine de personnes à la fin de sa vingt-deuxième année).

Autant dire qu'il appréciait sa vie, passée et présente. Du temps où il avait été chef de chantier, il se souvenait de ses marches en forêt en fumant une cigarette, indiquant ainsi sa définition d'une belle vie. Et puis, il aimait l'Afrique, continent qu'il a toujours connu. Il aimait également les Africains car il les trouvait « joyeux », « comme des grands enfants, tous », pas « gaspillés comme en Europe, sans vice ». Ces expressions ont une valeur véritablement morale puisqu'il estimait travailler dans une relation de confiance avec ses employés, l'important étant le résultat. Toutefois, ceci ne l'empêchait pas d'utiliser les insultes les plus outrageantes à leur égard quand il était mécontent, dans la plus grande des impunités. De la même manière, il a pu refuser de se montrer concerné (et donc de participer financièrement) lorsqu'un ancien ouvrier de l'entreprise est mort, sous prétexte que son contrat était déjà terminé. Par contraste, les mondes du travail en France lui paraissaient plus rigidifiés par les hiérarchies et les procédures. Il appréciait également les relations de solidarité entre les expatriés qu'il côtoyait³⁰. Étant en couple³¹ avec la responsable locale anglaise de l'ONG WCS, il se montrait forcément réceptif aux problématiques environnementales, cherchant d'abord à respecter les réglementations. Il promouvait ainsi les démarches allant vers la certification forestière. Ceci ne l'empêchait pas d'être d'abord préoccupé par le rendement et d'être aux avant-postes en permanence pour essayer de permettre à l'entreprise d'acquérir de nouvelles concessions.

Entendues en écho les unes par rapport aux autres, les trajectoires de ces personnes se croisent et se complètent. Même si elles ne dressent pas un panorama exhaustif des situations d'Européens dans le secteur forestier

29. La rumeur les accusant d'avoir détourné des fonds de l'entreprise, d'avoir eu des relations avec des mineurs de moins de quinze ans et d'avoir eu différentes incompétences et attitudes laxistes.

30. Solidarité sur laquelle j'ai nettement joué pour être en mesure de mener à bien ma recherche dans l'entreprise. Les modalités et implications méthodologiques et réflexives de mon insertion et de ma présence dans cette entreprise ont été présentées lors du congrès de l'APAD « Enquêter en contexte de développement ou d'urgence. Accès, risques, savoirs, restitutions » (BOUREL 2013).

31. S'il se vante volontiers du nombre élevé des petites amies africaines qu'il a eu au cours de sa vie, il n'a envisagé qu'une fois de se marier avec une personne rencontrée dans l'un de ses pays de résidence, essayant alors les commentaires racistes de sa famille. Après s'être rendu compte qu'elle lui avait soutiré de l'argent pour procéder à un avortement alors qu'elle n'était pas effectivement enceinte, il l'a « jetée ». Il considère ainsi que toutes les filles de la région, cherchant l'argent, peuvent être tenues pour des prostituées et ne doivent donc qu'être « tirées » puis « jetées ».

gabonais, elles forment un premier « *pattern* » montrant autant des possibilités individuelles que des récurrences entre les parcours. La compréhension de cette configuration va gagner en épaisseur par l'abord des jeux politiques locaux et des valeurs exprimées (Dewey 2011).

Position sociale et jeux politiques locaux

Si les forestiers européens occupent toujours des positions sociales importantes (tant d'un point de vue matérialiste que par l'attrait qu'ils exercent) dans les provinces où ils mènent leurs activités, nombreux sont ceux qui cherchent la discrétion. Ici, ce n'était pas le cas. Les Européens en question étaient bien plutôt exposés à la lumière et la plupart de leurs faits et gestes étaient relayés sous forme de commentaires et de rumeurs³². Il convient donc de se pencher sur les formes que prenaient ces situations sociales privilégiées et sur ce qu'elles permettaient aux personnes les occupant.

Les privilèges de Jean-Paul

Son âge l'invitait peut-être à se comporter de la sorte, toujours est-il que Jean-Paul passait sa vie à user des privilèges auxquels il avait accès et à en faire étalage. Désormais, sa haute position hiérarchique lui permettait d'avoir le choix entre une paye versée en euros ou en dollars et ce, directement sur son compte bancaire³³. Il bénéficiait également de nombreux avantages : une voiture de fonction (il a refusé qu'on lui attribue un chauffeur), une maison équipée à Makokou, avec deux gardiens se relayant pour assurer sa surveillance permanente, et une ménagère chargée des travaux domestiques (un jardinier intervenait aussi ponctuellement). Étant responsable du département « forêt », une des cases de passage du camp³⁴ lui était également

-
32. Les rumeurs dont il sera question ici ont été appréhendées au cours de l'enquête dans la lignée d'approches récentes en sciences sociales : posture compréhensive, pragmatisme méthodologique, mise en relation avec les pratiques sociales de la prise de parole et considération du potentiel subversif par rapport à l'ordre social en place (ALDRIN 2003). Tant énoncé qu'action (BONHOMME 2009), la rumeur renseigne sur les ressources de la connaissance et tire sa force de conviction d'un raisonnement circulaire (PAILLARD 2009). Au Gabon, ce que l'on nomme « *kon-gossa* » est pleinement considéré comme une ressource politique, notamment pour les personnes dont la participation est habituellement marginalisée (ONDO 2009).
 33. Il n'y a pas de banque à Makokou si bien que, en dehors des cadres supérieurs, l'ensemble du personnel était payé en liquide. Cet argent arrivait par convoyeurs privés.
 34. Le camp forestier de l'entreprise était situé à une cinquantaine de kilomètres au nord-est de la capitale provinciale, Makokou. Les bureaux se trouvaient installés sur le site de la scierie, à dix-sept kilomètres à l'ouest de Makokou. Jean-Paul circulait donc régulièrement entre le site de la scierie et le camp forestier.

réservée. Il pouvait alors se reposer sur les services (de toutes natures) que fournissait la ménagère du chef d'exploitation du chantier. Celle-ci était gratifiée, en retour, en plus des billets laissés ponctuellement à son endroit, de très nombreuses heures supplémentaires sur son bulletin de salaire (alors que, factuellement, elle n'effectuait pas l'équivalent d'un emploi à temps complet).

Il avait également la possibilité de signer, à l'envie, les souches de carnets lui permettant de se rendre, aux frais de la société, dans les meilleurs restaurants et hôtels de la ville. Si cette possibilité lui avait été donnée par les dirigeants à Libreville pour répondre à ses fonctions professionnelles (repas d'affaires, accueil d'invités), il n'hésitait pas non plus à en faire un usage personnel. Il s'offrait ainsi de temps en temps une nuit à l'hôtel Belinga, lieu qu'il appréciait « pour sa tranquillité » (et qui lui donnait surtout la possibilité de se faire valoir à peu de frais auprès des jeunes filles qu'il séduisait). Dépasant d'une autre manière les limites de ses possibilités professionnelles, il demandait régulièrement à l'une de ses secrétaires de lui faire ses courses alimentaires. Il lui arrivait aussi de monter le week-end au camp forestier de la Zadié pour y mener des parties de pêche. Il sortait alors un matériel dernier cri qui faisait envie aux travailleurs essayant péniblement d'améliorer leur quotidien en pêchant avec des tiges de bois et des morceaux de fer. C'est aussi dans ces moments qu'il pouvait satisfaire certains de ses péchés mignons, embauchant pour quelques heures une petite fille d'une dizaine d'années (à peine pubère) résidant au camp, qui passait alors la matinée vêtue d'un simple sous-vêtement à lui détacher ses poissons pour se voir reverser trois ou quatre cents francs CFA à l'heure de midi. Son père venait ensuite le voir afin qu'il « pense au patron » (en l'occurrence à lui-même) et lui donne quelques milliers de francs CFA. J'apprendrais enfin, en revenant dans l'entreprise fin 2012 que, parmi les motifs qui lui valurent d'être licencié avec son ami Bernard, figurait le fait qu'il faisait louer par l'entreprise des maisons qu'il avait achetées à Makokou. Ceci lui permettait de toucher des loyers tandis que ces logements restaient vides. De la même manière, si rencontrer le maire ou le gouverneur faisait partie de ses responsabilités, la nouvelle direction le railla au motif qu'il avait largement trop utilisé ce prétexte pour passer des moments « plus agréables ». Toutefois, du temps où il était en poste dans la ville, il semble que ce ne soit pas directement lui qui se soit occupé des « bonnes relations » avec les autorités locales. Ceci était de la responsabilité du directeur de la scierie, à qui un budget était confié pour cela.

Les usages de Romuald

Prenant leur suite fin 2012, et responsable alors tant de la production forestière que de la scierie, Romuald s'est donc retrouvé en charge de ces questions. En tandem avec un nouveau directeur général (basé à Libreville) doté

d'une certaine rigueur, puisqu'ayant réussi à faire obtenir la première certification FSC³⁵ dans une entreprise d'Afrique centrale (au Cameroun), il a cherché à rompre avec les pratiques précédentes. En effet, au niveau d'une région comme celle de Makokou, quatre personnes occupent des postes-clés pour les acteurs de la filière-bois souhaitant réaliser une exploitation forestière d'envergure. Le personnage le plus important d'une province (le Gabon en compte neuf) est le gouverneur. Il réside dans la capitale provinciale, en l'occurrence Makokou. En-dessous de lui vient le préfet, qui est responsable d'une subdivision de la province. Ensuite, il faut prendre en compte le maire de la ville. Enfin, exploitation forestière oblige, il convient de considérer le directeur provincial des Eaux et Forêts. Ces quatre personnes sont susceptibles de bloquer, sur le plan administratif, le bon fonctionnement d'une entreprise. Jusqu'en 2012, les relations étaient au beau fixe puisque le directeur de la scierie avait pour habitude d'organiser des apéritifs chez lui durant lesquels il installait ces messieurs importants dans ses gros fauteuils en peaux de serpent pour leur servir des liqueurs. Ils en repartaient chacun avec une enveloppe, bénissant les activités de l'entreprise. Ils pouvaient également, par exemple, solliciter la scierie pour être fournis en bois gratuitement afin de construire de nouvelles maisons. C'est avec de telles pratiques que Romuald a voulu rompre en reprenant la direction exécutive de l'entreprise.

Cependant, une des conséquences de la mise en place des politiques de développement durable dans le secteur de la foresterie a été le déploiement des procédures administratives. Désormais, les entreprises doivent faire valider auprès de la délégation provinciale des Eaux et Forêts un Plan annuel d'opération (chaque année donc) détaillant les travaux envisagés dans les lots forestiers afin de vérifier leur conformité avec le Code forestier et le dispositif législatif en vigueur. Autant dire que, si les forestiers ont toujours su se tenir « dans les meilleurs termes » avec l'administration forestière, ces liens se trouvent désormais renforcés. Théoriquement au moins, les politiques de développement durable impliquent un quasi-partenariat entre les opérateurs et les agents de l'État. Or, ceci a également pour conséquence indirecte de multiplier les possibilités de blocage administratif, surtout en face de dirigeants souhaitant promouvoir (en façade au moins) une activité légale et responsable. Fin 2012, si la nouvelle direction a voulu changer les usages, elle a sciemment essayé de rompre avec des pratiques en fait généralisées dans les milieux forestiers. Dans ce nouveau contexte, elle s'est d'autant plus exposée à des représailles mesquines.

C'est ce qui s'est passé rapidement puisque le Plan annuel d'opération (PAO) de 2013 a été refusé par l'administration des Eaux et Forêts, au motif que, dans ce document de quelques dizaines de pages, une carte n'avait pas été dessinée à la bonne échelle. Cette raison était bien valable au regard des textes de lois qui, effectivement, précisent à quelle échelle doivent être

35. <<https://fr.fsc.org/>>.

présentées les cartes dans les Plans annuels d'opération. Mais elle était complètement fallacieuse au regard des pratiques courantes des autres entreprises de la région qui soumettaient des documents parsemés d'erreurs (souvent grotesques), voire parfois de simples copier-coller d'autres PAO déjà acceptés. Bien entendu, cela se passait alors dans le cadre de relations « tout à fait cordiales » entre opérateurs et administratifs. C'est ainsi que, pour le bon fonctionnement de son entreprise, Romuald a accepté de remettre la main à la pâte. Un jour, la rumeur circula qu'on l'avait vu sortir d'un des bons restaurants de la ville avec le directeur provincial des Eaux et Forêts. Ils rigolaient. Quelques temps plus tard, il me confia lui-même qu'ils avaient recommencé à verser 400 000 FCFA par mois³⁶ aux quatre personnes aux postes-clés susmentionnés. Leurs interactions avaient donc repris leur cours régulier et attendu.

Au sommet de la hiérarchie sociale et au centre des attentions

De telles rumeurs couraient régulièrement à propos des pratiques des patrons forestiers de l'entreprise. D'une part, parce que cette dernière était localement d'une importance considérable (au vu du nombre de personnes qu'elle embauchait, de l'argent liquide qu'elle pourvoyait et de sa place singulière dans l'économie politique gabonaise). À des degrés divers, tous les habitants de la ville et de la région s'y intéressaient. Suite à un accident mortel entre un camion transportant des grumes et une camionnette, il ne fallut que quelques heures pour que chacun sache que « l'entreprise avait tué ». Plus largement, la vie des patrons forestiers rentrait aisément dans les affaires publiques. Tout motif pouvait être repris et discuté, particulièrement pour relater une faille, une faiblesse ou un détail intime (Darnton 2010). D'autre part, parce que tout le monde n'était pas également informé et que l'accès aux (bonnes) informations constituait une façon, pour les salariés de l'entreprise et les personnes s'y intéressant, de se distinguer (les chauffeurs personnels des dirigeants récoltant ainsi des bénéfices du fait de leur poste). Si l'attention portée à l'entreprise et à son devenir était considérable, les dirigeants prenaient soin de ne distiller les renseignements importants qu'avec parcimonie, à des moments et à des personnes choisies. Il faut rappeler également que, pour eux-mêmes, la situation se présentait souvent comme floue. La fermeture de l'entreprise début 2014 confirma la vacuité de leurs plans de développement.

Dans cette conjugaison entre climat d'incertitude et promesse (ou mirage) d'élévation sociale, les motifs pour qu'une rumeur apparaisse étaient infinis : l'arrivée de nouveaux outils, le moment et le lieu où serait distribuée la paye (au chantier ou à la scierie), les décisions de travailler un dimanche ou le nombre de jours de congés accordés lors d'événements annuels. Ces

36. Au Gabon, le salaire mensuel minimum officiellement prescrit est de 150 000 FCFA.

rumeurs pouvaient également porter sur le contenu de conciliabules suite à un accident, les motifs de déplacement d'un dirigeant vers la capitale ou de la visite d'un haut-dirigeant venant de Libreville. Très régulièrement, des spéculations avaient lieu sur la rentabilité de l'entreprise, les marchés obtenus au niveau international, les embauches possibles ou les suppressions de postes (sous la forme de non-reconduction des CDD de trois mois, régime de la plupart des travailleurs). Et donc, comme l'exemple de la section précédente le montre, la qualité des relations avec les autorités politiques était également souvent débattue (indication, en creux, de l'effectivité de l'État).

Ainsi, les forestiers européens de la région de Makokou participaient bien de l'élite locale³⁷ et savaient user, selon leurs humeurs, du confort qu'ils estimaient correspondre à leur statut. Ils contribuaient à la dynamique politique, de par les relations qu'ils entretenaient (et donc ce qu'ils donnaient à comprendre des personnes ainsi fréquentées) et le poids potentiel de leurs agissements et décisions (largement observés, scrutés et débattus). Cette centralité s'exprimait par leur proximité physique avec les dirigeants politiques dans la tribune officielle lors des défilés du Premier mai et de la Fête nationale. On pourrait conclure qu'ils étaient pris dans ces jeux autant qu'ils les modulaient. Toutefois, à aucun moment, il n'a été question, pour Romuald, de se conformer à un état de droit, mais bien plutôt d'adapter les circulations d'argent relatives à son activité à une forme de capitalisme toujours aussi peu éthique mais désormais largement plus financier et multinational. Pour sa part, si Jean-Paul n'appréciait que modérément sa vie à Makokou, c'était pour regretter de ne pas se trouver en permanence dans une localité plus petite. Le contrôle social y aurait joué en sa faveur et ses choix auraient été d'autant moins critiqués.

Façons de dire, façons de faire

La partie précédente a déjà décrit un certain nombre de comportements des forestiers européens présents à Makokou. Il convient désormais d'aller plus loin pour comprendre davantage comment ils se représentaient leur place dans la société et quelles étaient les conceptions de l'organisation sociale qu'ils contribuaient à performer et promouvoir. En effet, bien qu'expatriés, ils ne se considéraient aucunement dans un mode de vie « hors-sol » et, bien au contraire, réfléchissaient et se positionnaient par rapport aux personnes qu'ils fréquentaient au quotidien.

37. Constituée par les personnes ayant des pouvoirs déconcentrés (du gouverneur aux chefs des villages alentour), décentralisés (le maire et ses principaux adjoints), administratifs (les représentants locaux des organes de l'État, et plus généralement les corps habillés), économiques (les personnes exerçant des responsabilités dans les entreprises et commerces d'envergure) ou spirituels (dans le cadre de différents cultes). De plus, à la faveur de trajectoires sociales particulières ou de liens de parenté, d'autres personnes pouvaient venir compléter l'ensemble.

Romuald aimait se montrer autoritaire. Ses attitudes évoquaient souvent la violence. Pour peu qu'un travailleur menace de parler des usages dans l'entreprise à un parent membre des corps habillés (tel qu'un gendarme), il prenait plaisir à répondre que lui connaissait le chef de brigade (et ceci en cascade avec, en point de fuite, le président de la République lui-même). Le déni du statut de personnes à part entière a déjà été évoqué lorsque fut indiqué la manière dont il considérait ses travailleurs (« de grands enfants »)³⁸. La mise en place des politiques de développement durable a donné à Bernard la possibilité de prolonger largement cette opinion. En effet, il estimait que le Gabon avait besoin de lui et que le système des concessions forestières lui permettait d'amener le développement. Les certifications venaient ainsi formaliser le processus. Elles se traduisaient, pour lui, par une éducation à certains comportements, à une certaine hygiène de vie. Il n'hésitait pas à recourir à la métaphore de la chicotte (Bayart 2008) pour expliquer tous les efforts qu'il avait dû fournir afin que les travailleurs se mettent à utiliser les nouveaux Équipements de protection individuelle³⁹ que l'entreprise leur fournissait (« généreusement », à ses yeux).

De la même manière, quand il envisageait la rénovation des cases du camp des travailleurs (afin qu'elles soient conformes aux normes du développement durable), il lui semblait impossible d'envisager un autre modèle que celui de la famille nucléaire. Les cases des travailleurs devaient comporter un salon et deux chambres. Pas plus. Les critères qu'il considérait étaient ceux de la « famille européenne » alors qu'il savait pertinemment que certains travailleurs pouvaient vivre seuls, comme d'autres pouvaient vivre avec plusieurs femmes, des parents et parfois plus d'une demi-douzaine d'enfants. Cela faisait aussi partie de ce qu'il appelait « éduquer ». Enfin, parmi les actions engagées dans le cadre du volet social de la mise en place du développement durable, figuraient des achats de cahiers et de livres, la construction d'une école dans le village où se trouvait le camp et des programmes de santé sur les questions du sida et du paludisme. Il s'agissait pour lui d'une véritable suppléance de l'État. Toutefois, sur le terrain, les programmes de santé ont été d'une ampleur particulièrement modeste. L'école a été construite avec des matériaux de piètre qualité (autant pour le ciment que pour le bois) et les fournitures scolaires étaient vraiment bas de gamme mais systématiquement estampillées du logo de l'entreprise.

Jean-Paul évoquait également volontiers l'idée de « prendre soin » du chantier dont il avait la charge, quand j'échangeais avec lui dans un cadre enregistré. Ceci lui permettait de se positionner en contraste avec le responsable qui l'avait précédé. S'il lui arrivait aussi d'évoquer le plaisir qu'il pouvait prendre dans son travail, les mots qu'il employait pour parler de

38. Idée finalement assez banale concernant les Européens à propos des Africains, dont l'une des dernières occurrences célèbres fut prononcée à Dakar par Nicolas Sarkozy (CHRÉTIEN 2009).

39. Casques, bottes renforcées, jambières, casques de protection auditive, lunettes.

son activité étaient beaucoup plus durs : les travaux forestiers supposaient, selon lui, une « discipline de fer »⁴⁰. Le réveil devait se faire à 5h30. Le modèle était celui du monde militaire. Un modèle nécessaire car il n'y avait pas de travail sans discipline. Bien qu'on n'ait jamais marché au pas ou entonné des chants en allant dans les camions de transport du personnel dans les chantiers forestiers, il se souvenait de l'époque où les journées de travail commençaient par l'appel des travailleurs et la levée des drapeaux. Il a ainsi fait construire un porte-drapeau devant la case des bureaux du camp, où étaient flottées les couleurs du Gabon et de l'entreprise⁴¹.

Si lui-même n'a pas fait de carrière militaire, d'autres patrons forestiers ont commencé ainsi leur vie active, dans des régiments tels que les parachutistes. On retrouvait dans ses propos des expressions marquant le fort individualisme qui est de mise dans les entreprises forestières et qui sont souvent également exprimées telles quelles par les travailleurs : « ici, c'est la guerre », « chacun pour soi ». Et c'est donc sans contre-intuition que le vocabulaire de la « chicotte » se retrouvait dans sa bouche. S'affichant politiquement de droite (modérée), il investissait fortement son travail de valeurs morales. Il se voyait comme un pilier de l'entreprise, en charge d'une certaine consécration. Les patrons avaient, selon lui, un rôle à jouer en distribuant récompenses et sanctions, en maniant la carotte et le bâton⁴². Dans le secteur forestier, il les envisageait comme des conquistadors, des conquérants.

Enfin, Jean-Paul s'inscrivait dans un jeu de positions maniant la parenté fictive (qui amplifiait encore son paternalisme). En effet, il parlait de l'entreprise comme étant « sa mère et son père ». Des expressions proches étaient employées par les travailleurs ou les villageois, la désignant comme « la maison-mère ». Il lui apparaissait ainsi important de remercier l'entreprise (de lui donner du travail). Toutefois, étant catholique, il lui arrivait régulièrement d'aller prier le dimanche à la grande église de Makokou. Indépendamment de la sincérité de sa foi, il y rencontrait ainsi d'autres travailleurs de l'entreprise et ils louaient ensemble le Père. De la sorte, il pouvait instrumentaliser cette croyance commune quand il les retrouvait au chantier et qu'il leur refusait une aide ou une avance : « Il faut [déjà] remercier le Seigneur d'avoir du travail. » Plus généralement (car un faible nombre de travailleurs étaient de confession catholique), lui-même était vu par les travailleurs, dans leur grande majorité, comme le père du chantier, « notre père à tous »⁴³.

40. En contradiction complète, nous l'avons vu, avec son emploi du temps et ses occupations effectives.

41. Situés au centre d'un grand espace dégagé, les bureaux du camp occupaient une position panoptique. Les cases des travailleurs avaient été construites le long de la « circonférence » du camp (il n'était pas tout à fait rond).

42. L'un des collègues de Romuald, dirigeant la scierie en 2012 et 2013 était surnommé « le dictateur » par ses employés, et ceci ne semblait pas lui causer trop de soucis.

43. Au moins, en matière de « texte public » (SCOTT 2009), les fragments de « textes cachés » dont on m'a fait part étaient nettement moins sympathiques : tel travailleur pouvant considérer qu'il payait bien mal les gens, pour quelqu'un dont le ventre était autant rempli d'excréments.

Ceci lui était régulièrement rappelé sous la forme d'interjection, souvent quand il s'agissait de lui demander une faveur, et, de son côté, il appelait nombre de travailleurs par le terme « fils ». Cette utilisation de la parenté fictive est assez commune dans les travaux forestiers puisque, dans les duos entre un ouvrier et son apprenti, il est d'usage de se désigner comme père et fils de travail. Dans le cas présent, on peut envisager que cette stratégie rhétorique lui permettait d'atténuer la domination qu'il exerçait en manifestant une proximité, ou plutôt en pratiquant une forme de chantage affectif.

Si Jean-Paul utilisait certaines stratégies pour se rapprocher des travailleurs, d'autres lui permettaient de marquer son importance. Au chantier, il se servait allègrement dans les meilleurs produits de l'économat, le tout étant noté dans un cahier pris en charge par l'entreprise. Largement obèse, on le voyait régulièrement en train d'ingurgiter du Coca-cola et du lait concentré sucré. Il appréciait faire venir à sa table quelques personnes seulement parmi l'équipe des travailleurs, instituant ainsi un régime de privilèges et faisant circuler les meilleures rumeurs le concernant. Au cours de ses soirées au chantier, il dînait avec le chef d'exploitation et parfois avec un ou deux travailleurs qu'il invitait. C'est alors qu'il se lançait dans de longs récits sur ses années de jeunesse où il chassait l'éléphant, cette « grande chasse »⁴⁴ qui pouvait durer plusieurs jours. À son issue, il laissait l'animal mort quelques jours sur place, surveillé par un villageois de la région, afin de récupérer plus facilement les défenses (sans avoir besoin de les scier) puis d'offrir la viande aux habitants du village le plus proche. Il se flattait d'ailleurs de pouvoir reconnaître toutes les viandes de brousse et évoquait avec le regard un peu trouble ce jour où, dans un village, avec son ami Bernard, on leur avait servi un plat mal identifié dont le goût de la viande ne leur a rien rappelé qu'ils ne connaissaient déjà⁴⁵.

On retrouve également chez lui une habitude caractéristique des forestiers, celle de se déplacer avec une glacière. Comme me l'expliqua un ingénieur forestier français présent de longue date au Gabon⁴⁶, jusqu'au début des années 2000, les forestiers ont eu la belle vie. Une piste d'atterrissage pouvait être construite au milieu de la forêt pour approvisionner leur camp. Ils gagnaient suffisamment d'argent pour se déplacer en avion⁴⁷, quand ce n'était pas dans d'importants 4x4⁴⁸. Dans les grandes entreprises étaient

44. Les travailleurs forestiers essayent régulièrement de chasser mais en pratiquant le piégeage ou en cherchant le petit gibier (porcs-épics, gazelles, pangolins, petits singes). Cela leur est désormais officiellement interdit dans les concessions forestières sous aménagement durable.

45. Une rumeur circulant sous diverses formes au Gabon indique que Jean-Bedel Bokassa aurait également servi de la viande humaine à Valéry Giscard d'Estaing, à l'époque de la remise des célèbres diamants en 1973.

46. Entretien réalisé le 7 décembre 2012 à son bureau de Libreville. Il a été enregistré et a duré 1 heure 21 minutes et 43 secondes.

47. Un roman gabonais raconte cette époque (BROUILLET 2011).

48. Se déplacer en 4x4 est assez commun au Gabon, pour les personnes possédant une voiture. Les problèmes de voirie invitent à de tels choix de véhicules, même en contexte urbain. Toutefois, leurs prix (comptés en millions de FCFA) varient fortement et les habitués savent s'évaluer entre eux ainsi.

ainsi organisées de véritables bombances au milieu de la forêt. Ripailles qui, en apparence tout au moins, faisaient également le divertissement de la domesticité noire. Pour les Français arrivant dans de tels lieux, il convenait d'amener une glacière contenant une bouteille de vin rouge et un fromage, de préférence un camembert. La capacité à transporter le froid prenait ainsi une importance toute particulière, rappelant la propension (ou la prétention) de ces forestiers à maîtriser les éléments : manier le froid dans un pays équatorial comme manier le feu pour dompter la forêt (Gras 1998).

De nos jours, le congélateur est un objet de prestige au Gabon. Ceci est notamment perceptible dans les villages car peu de personnes en possèdent et il est nécessaire qu'un groupe électrogène soit disponible à proximité pour fournir, au moins par intermittence, l'énergie nécessaire à la production de glace. Plus généralement, il est attendu, dans les maquis ou les petits restaurants, que bières, sodas ou eaux soient servis « glacés ». Si l'on comprend que la température ambiante ne soit pas adéquate pour boire de tels rafraîchissements, le champ sémantique de la glace prévaut sur ceux du froid et du frais. On peut reprendre ainsi les différents exemples proposés ci-dessus pour montrer que leur pratique par les forestiers européens leur donne d'emblée une signification spécifique et un certain relief : la possession d'un fusil rend important et la taille des gibiers rapportés de la chasse d'autant plus. L'économat d'un chantier forestier contient les mêmes produits qu'une petite boutique urbaine. Leurs qualités variant, s'offrir les gâteaux secs de la meilleure marque est un acte rare et, dès lors, déjà une forme de distinction. Les relations entre les ouvriers et leurs apprentis s'expriment souvent sous la forme d'une relation entre « pères et fils de travail », c'est à ce titre que certains ouvriers se permettent de choisir des produits onéreux à l'économat sur le compte de leurs apprentis, au moment où ces derniers reçoivent leur paye. Les travailleurs reprennent volontiers le parallèle entre leurs conditions de vie et le monde militaire. Lorsqu'ils sortent en ville pour le Premier mai, ils tournent dans les camions de transport du personnel, chantant des grivoiseries à destination des jeunes filles croisées⁴⁹. Leurs critères de réussite sociale sont souvent exprimés avec une grande régularité : la propriété d'une maison et d'une voiture, éventuellement plusieurs femmes mais, en tout cas, des conquêtes régulières. Enfin, quand ils ne sont pas impliqués dans des mouvements religieux contraignants (notamment évangélistes), ils boivent (souvent beaucoup) et leurs conjointes se plaignent facilement d'attitudes violentes et de négligences envers leurs enfants.

49. À titre d'exemple : « Ce soir, on va vous baiser cadeau. »

Cet article a donné l'occasion d'apprécier les trajectoires, positions sociales et pratiques de forestiers européens au Gabon. L'importance de ces personnes est apparue dans les jeux politiques locaux et dans la sociabilité au sein des entreprises d'exploitation forestière. Si leurs situations leur assurent des facilités de mobilité administratives et économiques, l'importance qu'ils accordent à leur vie dans leur pays de destination témoigne non pas d'activités déterritorialisées, mais d'une bi-territorialité, communément vécue par de nombreux migrants (Leclerc-Olive 2002). Personnages puissants dans le contexte local où ils travaillent, ils constituent, de fait, des références, des modèles, des points de focalisation pour les regards et les attentions. Leurs moindres faits et gestes sont susceptibles d'être commentés, discutés, interprétés et reproduits dans le cadre d'un « mimétisme postcolonial » invitant à considérer une « zone grise » (Levi 2014) entre expatriés européens et travailleurs africains. Est ainsi suggéré un cruel mais substantiel apport à la constitution des « citoyennetés ordinaires » (Carrel & Neveu 2014 : 17)⁵⁰ gabonaises puisque la participation à cette zone grise se présente comme une voie d'accès à la « *new world society* » (Ferguson 2002).

EVS-CREA, Université Lyon 2, Lyon.

BIBLIOGRAPHIE

ALDRIN, P.

2003 « Penser la rumeur. Une question discutée des sciences sociales », *Genèses*, 50 : 126-141.

ARNOULD, P.

2014 *Au plaisir des forêts. Promenades sous les feuillages du monde*, Paris, Fayard.

BALANDIER, G.

1951 « La situation coloniale. Approche théorique », *Cahiers internationaux de sociologie*, 11 : 44-79.

2008 « Préface », in M.-C. SMOUTS (dir.), *La situation postcoloniale*, Paris, Presses de Sciences-Po : 17-24.

BAYART, J.-F.

2006 *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard.

2008 « Hégémonie et coercition en Afrique subsaharienne. La "politique de la chicotte" », *Politique africaine*, 110 : 123-152.

50. À entendre, dans une critique de la conception habermassienne jugée trop désincarnée, comme une appréhension de la citoyenneté mettant l'accent sur ses « dimensions pratiques, corporelles et relationnelles ».

BHABHA, H.

- 1984 « Of Mimicry and Man : The Ambivalence of Colonial Discourse », *October*, 28 : 125-133.

BERNAULT, F. & TONDA, J.

- 2009 « Le Gabon : une dystopie tropicale », *Politique africaine*, 115 : 7-26.

BILLARD, E.

- 2012 *Nouveaux acteurs, vieilles habitudes. L'implantation des opérateurs forestiers asiatiques au Gabon à l'heure de la transition vers la gestion durable*, Thèse de doctorat, Paris, Muséum national d'histoire naturelle.

BLALOCK, B. E. & SILVA, J. M.

- 2008 « Lifestyles », in W. A. DARITY Jr. (ed.), *International Encyclopedia of the Social Sciences*, (Second Edition, T. 4), Detroit-New-York-San-Francisco, Thomson Gale : 445-446.

DU BOIS DE GAUDUSSON, J.

- 2009 « Le mimétisme postcolonial, et après », *Pouvoirs*, 129 : 45-55.

BONHOMME, J.

- 2009 *Les voleurs de sexe. Anthropologie d'une rumeur africaine*, Paris, Éditions du Seuil.

- 2010 « Masque Chirac et danse De Gaulle. Images rituelles du Blanc au Gabon », *Gradhiva*, 11 : 80-98.

BOUREL, É.

- 2013 « Les possibilités de liens et de confiance avec les travailleurs d'une entreprise forestière au Gabon, entre violence et incertitudes », Communication orale, *Colloque international de l'APAD*, Montpellier, 14 juin.

BROUILLET, J.-C.

- 2011 *L'avion du Blanc*, Paris, Le voyageur éditions.

CARREL, M. & NEVEU, C. (DIR.)

- 2014 *Citoyennetés ordinaires. Pour une approche renouvelée des pratiques citoyennes*, Paris, Karthala.

CHRÉTIEN, J.-P. (DIR.)

- 2009 *L'Afrique de Sarkozy : un déni d'histoire*, Paris, Karthala.

COPANS, J.

- 2001 « La "situation coloniale" de Georges Balandier : notion conjoncturelle ou modèle sociologique et historique ? », *Cahiers internationaux de sociologie*, 110 : 31-52.

COSQUER, C.

- 2015 « "Sorcières blancs" : une fable de la blanchité », *Contretemps*, <<http://www.contretemps.eu/interventions/sorcières-blancs%C2%A0-fable-blanchit%C3%A9>>.

DARNTON, R.

2010 *Le Diable dans un bénitier. L'art de la calomnie en France, 1650-1800*, Paris, Gallimard.

DELACOTTE, P.

2009 « On the Sources of Consumer Boycotts Ineffectiveness », *The Journal of Environment Development*, 18 (3) : 306-322.

DEWEY, J.

2011 *La formation des valeurs*, Paris, La Découverte.

DIOP, A.

1952 « De l'expansion du travail », *Présence africaine*, 13 : 5-18.

FANON, F.

2002 *Les damnés de la terre*, Paris, La Découverte.

FERGUSON, J.

2002 « Of Mimicry and Membership : Africans and the "New World Society" », *Cultural Anthropology*, 17 (4) : 551-569.

2005 « Seeing Like an Oil Company : Space, Security, and Global Capital in Neo-liberal Africa », *American Anthropologist*, 107 (3) : 377-382.

FORSÉ, M.

1991 « Les réseaux de sociabilité : un état des lieux », *L'Année sociologique*, 41 : 247-264.

GRAS, A.

1998 « Anthropologie et philosophie des techniques : le passé d'une illusion », *Socio-anthropologie*, 3, <<http://socio-anthropologie.revues.org/19>>.

GREENPEACE

2015 *Exporter le chaos. L'impact local et international de l'exploitation forestière illégale en RDC*, Johannesburg, Greenpeace Afrique.

HALL, R.

2011 « Land Grabbing in Southern Africa : The Many Faces of the Investor Rush », *Review of African Political Economy*, 128 : 193-214.

HALL, R. ET AL.

2015 « Resistance, Acquiescence or Incorporation ? An Introduction to Land Grabbing and Political Reactions "From Below" », *The Journal of Peasant Studies*, 42 (3-4) : 467-488.

HINDIN, M. J.

2007 « Role Theory », in G. RITZER (ed.), *The Blackwell Encyclopedia of Sociology*, Malden-Oxford-Victoria, Blackwell publishing : 3959-3962.

KARSENTY, A.

2010 *Large-Scale Acquisition of Rights on Forest Lands in Africa*, Washington, Rights and Resources Initiative.

KAYA, Y. & BRADY, D.

2008 « Stratification », in W. A. DARITY Jr. (dir.), *op. cit.* (T. 8) : 166-167.

KIALO, P.

2007 *Anthropologie de la forêt. Populations pové et exploitants forestiers au Gabon*, Paris, L'Harmattan.

LASCOUMES, P. & NAGELS, C.

2014 *Sociologie des élites délinquantes. De la criminalité en col blanc à la corruption politique*, Paris, Armand Colin.

LAUSEIG, J.

1999 « Quand la Malaysia Inc. joue la carte Sud-Sud en Afrique subsaharienne », *Politique Africaine*, 76 : 63-75.

LAVIGNE DELVILLE, P.

2011 *Vers une socio-anthropologie des interventions de développement comme action publique*, Mémoire de HDR, Lyon, Université Lumière Lyon 2.

LECLERC-OLIVE, M.

2002 « Territorialités des migrants », *L'Homme et la société*, 143-144 : 105-124.

LEVI, P.

2014 *La zone grise. Entretien avec Anna Bravo et Federico Cereja*, Paris, Payot & Rivages.

MAZZELLA, S.

2014 *Sociologie des migrations*, Paris, PUF.

MBEMBE, A.

2005 *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala.

MESSI ME NANG, C.

2014 *Les chantiers forestiers au Gabon. Une histoire sociale des ouvriers africains*, Paris, L'Harmattan.

MOUANGA, S.-V.

2008 *Les forestiers au Gabon : sociohistoire d'un espace politique 1920-1967*, Thèse de doctorat, Aix-en-Provence, Université de Provence.

MOUTANGOU, F. A.

2013 *Une entreprise coloniale et ses travailleurs : la Société du Haut-Ogooué et la main-d'œuvre africaine (1893-1963)*, Thèse de doctorat, Toulouse, Université Toulouse 2-Le Mirail.

OBADIA, L.

- 2010 « Festivités religieuses, publiques et discrètes : mondialisation, tourisme, et mimésis chez les Sherpas du Nord Népal », *Anthropologie et Sociétés*, 34 (2) : 177-197.

OLIVIER DE SARDAN, J.-P.

- 1995 « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie », *Enquête*, 1 : 71-109.

ONDO, P.

- 2009 « Le “kongossa” politique ou la passion de la rumeur à Libreville : un mode de participation politique », *Politique africaine*, 115 : 75-97.

PAILLARD, B.

- 2009 « La rumeur, ou la preuve ordinaire », *Communications*, 84 : 119-135.

PERROIS, L. (DIR.)

- 1997 *L'Esprit de la Forêt : terres du Gabon*, Bordeaux, Musée d'Aquitaine.

RIVIÈRE, A. C.

- 2004 « La spécificité française de la construction sociologique du concept de socialité », *Réseaux*, 123 : 207-231.

ROUCH, J.

- 1958 *Moi, un Noir*, film, 70 min., Paris, Éditions Montparnasse.

SCOTT, J.

- 2009 *La domination et les arts de la résistante. Fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam.

SKLAIR, L.

- 2013 « La “globalisation” capitaliste et la classe capitaliste transnationale », in A. CAILLÉ & S. DUFOIX (dir.), *Le tournant global des sciences sociales*, Paris, La Découverte.

SMOUTS, M.-C. (DIR.)

- 2007 *La situation postcoloniale*, Paris, Presses de Sciences-Po.

TONDA, J.

- 2005 *Le Souverain moderne*, Paris, Karthala.

TSAYEM DEMAIZE, M. & FOTSING, J.-M.

- 2004 « La déforestation tropicale dans le contexte de mondialisation des risques climatiques et écologiques : outils d'évaluation et de suivi », in G. DAVID (dir.), *Espaces tropicaux et risques. Du local au global*, Orléans, IRD, Presses universitaires d'Orléans : 431-445.

WORLD RESOURCES INSTITUTE

- 2009 *Atlas forestier interactif du Gabon version pilote*, Washington, WRI.

WULF, C.

2007 *Une anthropologie historique et culturelle. Rituels, mimésis sociale et performativité*, Paris, Téraèdre.

ZACK, J.

2008 « Situation ou contexte ? Une lecture de John Dewey », *Revue internationale de philosophie*, 245 : 313-328.

RÉSUMÉ

Cet article propose une analyse des trajectoires biographiques et des formes de sociabilité de forestiers européens exerçant leurs activités au Gabon. Les parcours de trois personnes sont présentés avant de détailler les privilèges dont ils pouvaient bénéficier et les jeux politiques locaux dans lesquels ils s'inséraient. Enfin ce sont les détails de leurs pratiques et prises de position qui permettent de comprendre davantage leurs points de vue sur la société les entourant. Est proposée l'idée que leurs comportements font l'objet d'un « mimétisme postcolonial » par les personnes les fréquentant et qu'il s'agit d'une contribution à la compréhension de l'espace public gabonais.

ABSTRACT

The Elephant and the Cooler. European Foresters' Trajectories and Sociabilities in Gabon. — This paper proposes to analyse European timbers working in Gabon biographic pathways and forms of sociability. Three of them are presented. Then, the privileged they could use and local politic games they played with are detailed. A look at their practices and opinions better informs about their standpoint on the society around them. The idea that their behaviour was mimicked (a « postcolonial mimesis ») by people they worked with and that is a way to understand Gabonese public space is finally proposed.

Mots-clés/Keywords : Gabon, espace public, expatriés, exploitation forestière, hiérarchie sociale, mimétisme postcolonial/*Gabon, public space, expatriates, logging activities, social hierarchy, postcolonial mimesis.*